

Commission : Conseil de sécurité historique

Question : Comment guider le conseil de sécurité dans le futur ?

Auteur : Suisse

La sécurité mondiale est un des éléments fondamentaux de la politique Suisse. Dans l'histoire la Suisse à tout jours était favorable d'un monde sans guerre. Mais dans les années précédant cette paix est devenu de plus en plus incertaine, ce qui inquiète la suisse mais la rends en même temps plus ambitieux qu'avant pour la maintenir. Cela n'est pas possible avec la constitution actuelle du conseil de sécurité et ne se fait pas par des armes nucléaires. Des reformes sont donc inévitables pour garantir le fonctionnement de cet organe important de l'ONU et doivent être prise pour éviter des futurs conflits.

La Suisse voit un grand problème dans la constellation du Conseil de sécurité de l'ONU. En raison du nombre limité de ses membres, la capacité de décision du Conseil a fortement diminué au cours des dernières années. L'efficacité du Conseil, surtout en temps de crise, est ainsi fortement menacée. Par exemple, il prend souvent plus de temps que nécessaire ou plus de temps qu'il ne devrait, comme ce fut le cas cette année où il a fallu plusieurs mois et plusieurs réunions pour parvenir à une résolution sur un cessez-le-feu dans le conflit au Proche-Orient. La Confédération suisse considère donc qu'il est de son devoir, en tant que membre non permanent du Conseil, d'assurer fonctionnement de cela dans l'avenir. De l'avis de la Suisse, l'élargissement du conseil devrait passer à environ 20-25 membres, dont eux des nouveaux membres permanentes qui devrait venir de pays émergents pour bien représenter l'évolution du monde, mais qui n'auront pas de droit de veto, qui selon la confédération suisse devrait être limiter surtout en cas de crise humanitaire. Également des nouveaux sièges non permanentes devrait être ajouter.

La Confédération suisse estime également que des changements ne doivent pas seulement se passer au niveau structurel du conseil de sécurité mais aussi dans les procédures des casques bleu. La Suisse est fermement convaincue que les casques bleus peuvent contribuer à la sécurité et la paix dans des régions en crise, mais les casques bleus devraient contribuer davantage à la prévention des conflits, car cela permettrait d'éviter des événements comme ceux qui ont été attaqués au Liban. La Suisse est donc favorable d'une augmentation des interventions de casque bleus. Ces interventions devraient d'avantage servir à éviter des conflits et a fournisse de l'aide humanitaire. Néanmoins la Suisse s'appuie sur l'idée de consentement du pays concernées. Également les casques bleus doivent rester neutre et la diplomatie doit être promu pour permettre une intervention plus facile des casques bleu.

La Suisse aimerait en plus préciser qu'elle n'approuve pas de armes nucléaires de n'importe quel type. Les traités de désarmement nucléaire signés par la Suisse, par exemple le ITAN en 2018, ont une grande importance surtout face au danger croissant des conflits internationaux. La Suisse s'engage pour que le désarmement nucléaire se poursuive, en encourageant les puissances nucléaires à respecter leurs engagements en matière de désarmement. Un point important pour la Suisse dans ce contexte est l'élargissent du régime de non-prolifération nucléaire pour limiter les risques liés aux programmes nucléaires de l'Irak ou de la Corée du Nord.

La Suisse est convaincue que le conseil de sécurité à les moyens à aider pour que le monde devient un sans guerre, mais pour cela il doit se rendre compte de son importance et s'adapter au monde en changent lui-même et en utilisent son pouvoir au maximum pour garantir la paix.